



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 80 – 30 JUIN 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LANCEMENT DE
L'OFFRE
KONNECT
AFRICA PAR
EUTELSAT

AFRIQUE DU SUD :
CLASSEE COMME 1ER
TECH HUB DU
CONTINENT SELON
GSMA

SENEGAL : LA BAFD A
APPROUVE LE
FINANCEMENT DE 183
M EUR DU TRAIN
EXPRESS REGIONAL

LIBERIA :
RENFORCEMENT DES
CAPACITES D'ACCUEIL
DE L'AEROPORT ET DU
PORT DE MONROVIA

BURKINA FASO : LE
GOUVERNEMENT ET
WINDIGA SIGNENT UN
PPP POUR LA
REALISATION D'UNE
CENTRALE SOLAIRE

ETHIOPIE : VERS UNE
PARTICIPATION DU
SECTEUR PRIVE DANS LE
SECTEUR FERROVIAIRE

VERS UNE
TRANSPARENCE
ACCRUE SUR LES
RECETTES DES
ENTREPRISES MINIERES
ETRANGERES EN
AFRIQUE DE L'EST

CONGO : EDF VA
APPUYER LE
PROGRAMME
D'INVESTISSEMENTS DE
LA SNE

ETHIOPIE : NOUVELLE
COMMANDE D'AIRBUS
A350-900 PAR
ETHIOPIAN AIRLINES



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Les transferts de la diaspora ouest-africaine représentent 26 Mds USD en 2016

Le rapport du 14 juin du Fonds international de développement agricole (ONU) sur les transferts des migrants vers leurs pays d'origine indique que ceux vers l'Afrique de l'ouest ont atteint 26 Mds USD en 2016. Les transferts pour l'ensemble des pays en développement ont progressé de 51 % en 10 ans (445 Mds USD en 2016), et ont atteint 60,5 Mds USD en Afrique en 2016 (+36 % depuis 2007). Le Nigéria est le premier pays récipiendaire du continent, avec 19 Mds USD versés en 2016, suivis par les pays du Maghreb puis par le Ghana avec 2 Mds USD. Au Libéria, les fonds versés (642 M USD) représentent plus de 31 % du PIB en 2016, quand la Sierra Leone a reçu pour sa part 59 M USD.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Lancement de l'offre Konnect Africa par Eutelsat

L'opérateur satellitaire européen Eutelsat, à travers sa filiale Konnect Africa (créée pour étendre le réseau internet en Afrique), vient de lancer officiellement ses services au Bénin, Cameroun, Kenya, Lesotho, Nigéria, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie et Ouganda. Pour Laurent Grimaldi, directeur général de Konnect Africa, l'objectif est d' « aller là où les réseaux filaires n'arrivent pas ». Plusieurs types de services seront commercialisés par les fournisseurs d'accès à internet : accès individuel et collectif pour les villages, points Wi-Fi, offres familiales ou entreprises. Créée en 1977, Eutelsat dispose de 39 satellites en orbite dont 4 qui diffusent en Afrique, avec près de 1 200 chaînes de télévision.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Est : vers une transparence accrue sur les recettes des entreprises minières étrangères

De nouvelles règles visant à renforcer la transparence des contrats signés entre les compagnies minières étrangères et les gouvernements des Etats d'Afrique de l'Est sont à l'étude dans plusieurs pays de la région. Il s'agit de mieux contrôler les quantités de ressources extraites pour mieux répartir les profits tirés de l'exploration minière auprès des populations locales. A ce jour, seule la Tanzanie au sein de la CEA est membre de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE), une organisation internationale chargée de gérer et de veiller au respect de la transparence des recettes issues des ressources pétrolières, gazières et minérales. Les Seychelles et l'Ethiopie travaillent actuellement à la mise en œuvre de cette norme ITIE et des discussions sont à l'œuvre pour sa mise en application au Kenya et en Ouganda.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Maroc participe au capital de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale pour un montant de 4,52 Mds FCFA

La BDEAC et le Maroc ont signé le 21 juin 2017 la convention d'officialisation de la participation du Maroc au capital social de la BDEAC ; ceci constitue la dernière étape d'un processus débuté en novembre 2015.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : la nation arc en ciel classée comme 1^{er} Tech Hub du continent selon GSMA

GSMA (association représentant les opérateurs de téléphonie mobile) a recensé 314 hubs dans 93 villes africaines, répartis dans 42 pays africains selon GSMA. L'Afrique du Sud arrive en tête du classement avec 54 hubs répertoriés suivie par l'Egypte avec 28 hubs actifs et du Kenya avec 27 hubs.

✉ quentin.mercier@businessfrance.fr

▼ Sierra Leone : la Banque centrale (BSL) durcit sa politique monétaire

Le Comité de politique monétaire de la BSL du 15 juin a décidé une nouvelle augmentation de ses trois indicateurs : i) le taux directeur passe de 12 à 13 % ; ii) le taux d'intérêt de la facilité de dépôt s'élève à 9 % (6,5 % auparavant); iii) le taux de la facilité de prêt marginal est relevé à 16 % (13 % jusqu'alors). Pour rappel, la Banque centrale avait déjà relevé ses taux en décembre 2016 puis en mars 2017. Cette décision intervient alors que l'inflation est légèrement à la baisse en avril à 19,8 % en g.a. après avoir atteint 20,22 % en mars. Pour rappel, le FMI a accordé début juin à la Sierra Leone un nouveau programme économique triennal d'un montant d'environ 54,3 M USD, soit 78 % de la quote-part de la Sierra Leone au FMI.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : la Banque centrale congolaise (BCC) relève son principal taux directeur de 6 points

La Banque Centrale Congolaise a annoncé dans un communiqué le 26 juin 2017 le relèvement de son principal taux d'intérêt directeur qui devrait passer de 14 % à 20 %, pour stabiliser le franc congolais devenu trop volatile. Il s'agit du 2^{ème} relèvement du taux d'intérêt directeur de la BCC depuis le début de l'année. En janvier dernier, la BCC avait déjà doublé ce taux, le faisant passer de 7 % à 14 %, afin de ramener l'inflation mensuelle qui était passée à 11,2 %, au mois de décembre 2016, sous la barre des 10 %.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Burkina Faso : vers une modification du cadre juridique des PPP

Le conseil des ministres extraordinaire du 23 juin a examiné un projet de loi portant allègement des conditions d'exécution du programme de projets de Partenariat public-privé (PPP). En effet, le modèle en vigueur (loi n°20-2013) se heurte aujourd'hui à de nombreuses difficultés liées notamment à la complexité et à la longueur des procédures de contractualisation. Le nouveau projet de loi vise à permettre, pour une durée de six mois, le recours à la procédure d'entente directe dans la procédure de passation des contrats PPP relatifs aux projets nominativement arrêtés par le gouvernement. Il s'agit de projets matures, structurants et ayant un impact immédiat sur le développement.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le manque à gagner sur les recettes d'exportations atteindrait 3 Mds USD par an

Le vice-gouverneur de la Bank of Ghana a révélé que le non rapatriement des recettes d'exportation, en violation du *Foreign Exchange Act*, représentait 3 Mds USD par an, soit le tiers du montant des ventes ghanéennes à l'étranger. La réglementation prévoit en effet que le produit des exportations soit intégralement rapatrié, 60 jours après l'expédition des marchandises. Le vice-gouverneur a également mis en avant l'utilisation abusive par certains importateurs du système d'importation temporaire afin d'éviter le paiement des droits de douane. Il a annoncé la mise en place d'un fichier des entreprises en contravention avec la loi, auxquelles sera adressée une mise en demeure de régulariser leur situation.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : vers une participation du secteur privé dans le secteur ferroviaire

Les autorités éthiopiennes étudient un projet de proclamation intitulé *Railway Transportation Administration* ouvrant le secteur ferroviaire à la participation de sociétés privées. Ce projet vise l'entrée d'entreprises privées dans le capital des infrastructures ferroviaires déjà construites telles que le chemin de fer léger d'Addis-Abeba, ainsi que la ligne Addis-Abeba – Djibouti. Ces infrastructures sont la propriété d'Ethiopian Railway Corporation (ERC) qui enregistre une dette de 4,75 Mds USD.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : le FMI alerte le Kenya sur les déficiences dans la législation des banques islamiques

Dans un récent rapport, le FMI encourage le Kenya à adopter de nouvelles réglementations pour répondre à la forte croissance de la finance islamique dans le pays. Selon le rapport, « il existe un vide juridique au Kenya concernant les spécificités des banques islamiques. Par ailleurs, le cadre de gouvernance de ces banques est encore fragile, qu'il s'agisse de la protection des consommateurs, de la gestion des liquidités et des dispositifs de protection ». Trois banques islamiques sont aujourd'hui actives au Kenya : la Banque islamique du Golfe, la First Community Bank et la Banque islamique de Dubaï. A cela s'ajoutent onze autres établissements qui proposent une combinaison de produits islamiques et conventionnels.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : bilan d'étape américain des sanctions économiques**

Le chargé d'affaires américain à Khartoum a, dans un entretien récent à l'AFP, fait un bilan de l'état des cinq volets publics de négociation entre son pays et le Soudan pour une éventuelle levée définitive des sanctions économiques américaines le 17 juillet 2017. Trois volets progressent i) la fin de l'aide du Soudan aux rebelles du Soudan du Sud, ii) la lutte contre la *Lord Resistance Army*, iv) la coopération contre-terroriste ; contrairement à iv) l'accès humanitaire et à v) la fin des trois guerres civiles soudanaises. Il a insisté sur la fin des conflits internes, qui seraient actuellement extrêmement retenus par le gouvernement soudanais, mais dont les cessez le feu doivent être pérennisés.

✉ olivier.blitz@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Mozambique : la BAfD approuve une subvention d'1 M USD au gouvernement pour financer le projet d'assistance technique du corridor de Nacala**

Cette subvention provient du Fonds d'assistance du secteur privé africain (FAPA) et vise à améliorer l'efficacité et la compétitivité des PME dans le secteur de la construction afin de profiter des opportunités d'affaires offertes par les projets ferroviaires et portuaires de Nacala.

✉ Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : la Chine apporte un appui financier de 45 M EUR et de l'aide alimentaire pour les populations vulnérables**

Le ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et l'Ambassadeur de Chine au Mali ont procédé à la signature, le 22 juin dernier, de deux accords de dons. Le premier accord de coopération économique et technique s'élève à 45 M EUR et concerne la seconde phase du projet de la cité universitaire de Kabala, dont la première phase a été inaugurée en février dernier par le président Keita. Le second accord consiste en un don de 5429 tonnes de riz dont la valeur est évaluée à 7 M EUR.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : la Belgique débloque 3 M EUR en faveur des secteurs de la santé et de l'élevage**

La Belgique et le Niger ont signé une convention de financement d'un montant de 3 M EUR pour le financement du programme de renforcement des capacités dans les secteurs de la santé et de l'élevage. Cet accord permettra de mettre une assistance technique à la disposition des organisations bénéficiaires. Cette convention s'inscrit dans le cadre du programme de coopération 2017-2020, adopté l'an dernier par les autorités belges et nigériennes.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Niger : l'Italie s'engage à hauteur de 50 M EUR pour la migration et la sécurité au nom de l'UE**

Le ministre nigérien des Finances a présidé, le 21 juin, la cérémonie de signature de l'avenant sur le Programme d'appui budgétaire à la justice, la sécurité intérieure et la gestion des frontières, en présence l'Ambassadeur de l'UE au Niger et de l'Ambassadeur d'Italie au Niger. L'Italie a débloqué 50 M EUR pour cet avenant, augmentant considérablement le fonds fiduciaire en faveur des pays du Sahel et du lac Tchad. Ces nouveaux fonds portent le budget du programme à 80 M EUR. Ce programme vise la sécurité alimentaire au Niger, la consolidation du processus démocratique, une meilleure gestion de la migration et un renforcement du contrôle frontalier dans le Nord, notamment à la frontière avec la Lybie.

✉ gwendal.melyon@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : la BAfD a approuvé le financement de 183 M EUR du Train express régional**

La Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé le financement de 183 M EUR pour la première phase du projet du Train express régional (TER), qui reliera Dakar à l'aéroport international Blaise Diagne situé à 50 kms de Dakar. Le projet du TER s'articulera avec les autres modes de transports (bus de rabattement et lignes de bus en site propre) et permettra de désengorger le réseau routier densifié dans la région de Dakar qui concentre le quart de la population sénégalaise et génère les trois-quarts de l'activité économique du pays. Au total, le TER de Dakar nécessitera un investissement de 914 M USD, qui sera également financé par la BIsD, l'AFD, le Trésor français et le budget sénégalais.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Nigéria se tourne vers sa diaspora pour emprunter 300 M USD**

Le gouvernement nigérian a émis mardi 13 juin une obligation avec un coupon de 5,62 % et une maturité de 5 ans destinée à ses ressortissants étrangers. Le bond a permis de récolter 300 M USD, la diaspora y ayant souscrit à hauteur de 130 %. Le bureau de gestion de la dette nigérian (DMO), avait entrepris une tournée de présentation du produit financier en Suisse, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. L'adjointe spéciale du Président pour les affaires étrangères et la Diaspora, Abike Dabiri-Erewa, a indiqué que les montants récoltés serviraient à financer des projets d'investissement. Pour rappel, le Nigéria a émis deux Eurobonds successifs d'1 Md USD puis de 500 M USD en début d'année.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : signature d'un MoU pour la réhabilitation de l'Apapa Wharf Road**

Le ministère de l'Energie, des Travaux et de l'Habitat, les groupes Dangote, Flour Mills of Nigeria et l'autorité portuaire nigériane ont annoncé la signature d'un accord pour la réhabilitation de l'axe routier Wharf Road d'Apapa, situé au cœur de Lagos et long de 2 km. Principale voie d'accès au port d'Apapa (2^{ème} port du pays en terme de trafic maritime, représentant 28 % des navires et 25 % du tonnage total entre 2013 et 2016), la route fortement endommagée devrait ainsi être dégorgée. Le projet, prévu pour durer 12 mois et estimé à 4,34 Mds NGN (environ 13,7 M USD), sera financé par Dangote et Flour Mills. Aliko Dangote a pour sa part indiqué que les pertes actuelles dues à l'état du tronçon seraient évaluées à de 20 Mds USD par jour.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : renforcement des capacités d'accueil de l'aéroport et du port de Monrovia**

La société libérienne Global Logistics Services (GLS) a obtenu fin mars du gouvernement une concession de 25 ans pour développer le transport de fret à l'aéroport de Monrovia, projet qu'elle réalisera pour 11 M USD avec l'assistance de la société koweïtienne National Aviation Services. Le PDG de GLS, Peter King, a affirmé que l'aéroport de Freetown fournirait à terme une capacité d'accueil de 1 500 palettes, une chambre froide de 50 tonnes ou encore un chariot élévateur de 10 tonnes. Parallèlement, la société norvégienne Nordsee, mandatée par l'Autorité nationale portuaire libérienne, a achevé le dragage du port de Monrovia sur une profondeur de 13,5 à 14,5 mètres, permettant la levée des restrictions de tirants d'eau.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : adhésion à la Banque asiatique d'investissement pour les Infrastructures

Lors de la deuxième assemblée annuelle de l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB), qui s'est tenue du 15 au 19 juin 2017, le Conseil des gouverneurs a approuvé l'adhésion de Madagascar ainsi que celle de l'Argentine et de Tonga, portant à 80 le nombre des membres. La prochaine étape de cette adhésion consistera à soumettre le projet d'adhésion de Madagascar au vote du parlement. Cette adhésion de Madagascar à l'AIIB intervient au même moment où les autorités malgaches ont manifesté leur volonté d'intégrer le programme chinois *One belt, one road* (OBOR), qui vise à créer de nouveaux débouchés dans les pays émergents et à développer les provinces pauvres de l'ouest chinois.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : le FMI approuve une Facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant de 666,2 M USD en faveur du Cameroun

La FEC a été approuvée en Conseil d'administration le 26 juin 2017. Sa mise en œuvre couvrira la période 2017-2019. Le premier décaissement d'un montant de 171 M USD interviendra dans les prochaines semaines. Selon le communiqué publié par le FMI, ce prêt servira au redressement de l'économie camerounaise en difficulté suite à la baisse des cours du pétrole sur les marchés internationaux. Après le Gabon (la semaine dernière), le Cameroun est le 2^{ème} pays de la CEMAC à conclure un programme avec le FMI, conformément aux directives des chefs d'Etat à l'issue du Sommet extraordinaire de Yaoundé du 23 décembre 2016. Le Congo et la Guinée Equatoriale devraient suivre tandis que la RCA et le Tchad devraient voir leurs programmes renforcés.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : signature d'une convention d'un montant de 23,4 Mds FCFA avec la Banque mondiale pour la gouvernance financière

La convention de financement de 23,4 Mds FCFA (35,7 M EUR) signée le 23 juin entre le Congo et la BM devrait permettre au pays d'améliorer la collecte des recettes et de maîtriser les dépenses publiques, grâce à la mise en place sur la période 2017-2022 du Projet des réformes intégrées du secteur public (PRISP). Un Code de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques avait déjà été approuvé par le Parlement fin 2016, de même que le projet de loi organique relative aux lois de Finances le 22 juin 2017, qui instaure la tenue obligatoire d'un débat parlementaire d'orientation budgétaire.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : le chef de l'État inaugure le Centre international des conférences de Kintélé

Le Centre international des conférences de Kintélé (périphérie nord de Brazzaville), a été inauguré le 20 juin par le Président de la République, en présence du vice-Premier ministre turc. Les travaux, qui ont duré un an, ont été réalisés par la société turque Summa, pour un coût total de 134,5 Mds FCFA (205 M EUR), grâce à un financement de l'Exim bank turque. Ce Centre est doté d'une salle de conférences de 1500 places, d'une salle dédiée aux chefs d'Etat de 375 sièges, d'un hôtel de 200 chambres, d'une salle de banquet de 1000 places, d'un musée et d'une salle d'exposition pour les œuvres d'art.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : EDF va appuyer le programme d'investissements de la SNE**

Financé par l'AFD à hauteur de 75 M EUR, le programme d'investissements de la Société nationale d'électricité (SNE), qui couvre l'ensemble des besoins prioritaires du secteur, va bénéficier de l'appui technique d'EDF. L'opérateur français a été sélectionné pour réaliser le suivi des études et des travaux sur le dispatching de la SNE ainsi que des études d'ingénierie relatives aux postes de transformation de son réseau sud. EDF va également apporter son assistance technique sur le projet Formation de 8 M EUR financé par l'AFD, qui consiste à restructurer le dispositif de formation interne de la SNE. Cette nouvelle assistance intervient après un premier partenariat entre EDF et la SNE, entre 2013 et 2016.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : accord entre l'Etat gabonais et la CAFI pour 18 M USD**

La CAFI (*Central African Forest Initiative*) devrait mettre à la disposition du Gabon une enveloppe de 18 M USD pour la protection de ses forêts, dans le cadre de la lutte contre le changement climatique engagé par l'institution. Il s'agit pour l'Etat gabonais de mettre en œuvre son Plan national Climat en réduisant de 50 % ses émissions de gaz à effet de serre, mieux planifier et surveiller l'utilisation des terres et protéger 23 millions d'hectares de forêt. La CAFI est une initiative norvégienne à laquelle la France contribue, dédiée à la préservation du patrimoine forestier dans la sous-région, tout en conciliant cet objectif avec le développement économique. Le Gabon devrait à cet effet repenser le Plan National d'Affectation des Terres (PNAT).

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ **Zambie : l'exécutif revoit sa taxe sur les exportations de maïs**

Le gouvernement de Lusaka a décidé de lever la taxe de 10 % sur les exportations de maïs zambien si les récoltes annuelles sont supérieures à 2 millions de tonnes. Cette taxe fut mise en place dans le but d'assurer la sécurité alimentaire dans le pays, qui a particulièrement été touché par la sécheresse de 2015/2016. Le pays, grâce à une récolte record de 3,61 millions de tonnes, se positionne en 2017 comme le deuxième producteur régional de maïs, après l'Afrique du Sud. L'objectif est maintenant d'accroître les exportations du pays, en vendant ses excédents de maïs à un prix économiquement viable sur le marché mondial.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ **Afrique du Sud : signes de relance dans le secteur des pommes**

La période de récolte des pommes en Afrique du Sud a été marquée par la sécheresse dans la province du Western Cape, entraînant une mauvaise coloration des fruits, particulièrement pour la variété Pink Lady, dont le marché européen est friand. Cette récolte montre cependant d'encourageants signes de relance, notamment grâce à la production de Golden Delicious, dont de nouveaux vergers sont arrivés à maturité. Les acteurs insistent sur la production de variétés plus résistantes à la sécheresse, résultant ainsi en une hausse des volumes produits de Cripps Lady (+23 %). La stabilisation du rand sud-africain à un niveau bas ainsi que la demande croissante des régions asiatiques stimulent les exportations sud-africaines.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Energie et matières premières

▼ **L'Afrique en marche vers des mines responsables**

Le rapport ARCADIA, *l'Afrique et les marchés mondiaux de matières premières* (disponible sur demande), revient sur certains enjeux de la vague de réformes minières qui touche l'Afrique. Ces réformes entendent répondre aux nouveaux défis du secteur extractif notamment la redistribution équitable des recettes fiscales, la protection de l'environnement ou encore la notion de *local content*. Ces dernières portent en leurs gènes des initiatives RSE qui devraient intéresser les industriels dans l'exercice de leur vigilance ainsi que les attentes de l'HomoEticusNumericus en termes de transparence, valeurs et respect des Droits humains.

✉ ps.guedj@affectionmutandi.com

▼ **Burkina Faso : le gouvernement et Windiga signent un PPP pour la réalisation d'une centrale solaire**

L'entreprise canadienne Windiga Energie a signé, le 20 juin, un accord avec le gouvernement burkinabè pour la construction d'une centrale solaire de 20 MW. Windiga devra financer, concevoir et construire la centrale. Cette centrale sera raccordée au réseau national de la SONABEL à partir du poste de Wona et produira de l'énergie pour une durée de 25 ans. A l'issue de cette période, la centrale sera rétrocédée à l'Etat pour un franc symbolique. Le coût du projet est estimé à 34 M EUR, et la centrale devrait être opérationnelle dans 14 mois. Elle permettra d'électrifier une dizaine de villages des alentours. Sa capacité sera étendue à 30 MW dans un second temps.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : chute de 40 % de la production de pétrole et de gaz en 2016**

En 2016, la production pétrolière et gazière au Ghana a diminué de 40 %, principalement en raison de l'arrêt de la production du principal champ, Jubilee, durant 34 jours. Cet interruption est la conséquence du dysfonctionnement de l'un des FPSO (unité flottante de production et stockage), et ce malgré l'entrée en exploitation au mois d'août du second champ de production TEN (16 % de la production annuelle). Couplé à la chute des cours, les revenus du secteur ont ainsi été inférieurs de 29 % aux estimations du budget 2016 (247,18 M USD contre 396,17 M EUR en 2015). Pour rappel, les hydrocarbures qui représentaient le 2^{ème} poste des exportations ghanéennes jusqu'en 2015 figurent désormais au 3^{ème} rang avec une part de 18,6 %.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : redémarrage du barrage hydroélectrique de Stieglers Gorge**

Lors d'une visite sur la côte de Ruvu, le Président John Magufuli a ravivé les discussions portant sur la centrale hydroélectrique de Stieglers Gorge. D'une capacité de 2100 MW, l'infrastructure devrait desservir la Tanzanie, le Kenya, l'Ouganda et la Zambie. Le Président a annoncé que des travaux seraient actuellement en cours pour assurer son développement, en partenariat avec l'Ethiopie. Le gouvernement avait annoncé en 2006 être à la recherche de financements pour la conduite des travaux. Des discussions avaient également été entamées en 2010 avec le Brésil pour assurer la construction de la centrale. Mais depuis, la conduite du projet était à l'arrêt. Le coût lié au développement de l'infrastructure a été évalué à 2 Mds USD.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée Equatoriale : signature d'un Mémorandum d'Entente avec le Ghana**

Une délégation équato-guinéenne du ministère des Mines et des Hydrocarbures, conduite par le ministre Gabriel Obiang Lima, s'est rendue à Accra afin d'assister à la 8^{ème} conférence annuelle Ghana Oil-Gas-LNG-Power organisée les 22 et 23 juin 2017. En préambule de cet événement, le ministre des Mines et des Hydrocarbures équato-guinéen a annoncé la signature d'un Mémorandum d'entente avec son homologue ghanéen axé sur l'approvisionnement du Ghana en gaz naturel liquéfié (GNL). Cet accord fait partie intégrante d'une initiative plus vaste nommée LNG2AFRICA ayant pour objectif d'assurer l'approvisionnement du continent africain en gaz naturel liquéfié.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

▼ Bénin : attribution du contrat de construction de centrale thermique MG2

Le contrat pour la construction en BOT de la nouvelle centrale thermique de Maria Gléta (dite MG2) de 120 MW dual (Fuel lourd/gaz naturel) a été attribué au consortium Burmeister & Wain Scandinavian Contractor A/S BWSC (Danemark). Le projet représente un coût total de 156,4 M EUR (dont 119,6 M EUR financé par la BID, 15,2 M EUR par la BOAD, 7,6 M EUR par la BDC et 12,2 M EUR par le Bénin.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : attribution des contrats de construction des trois centrales thermiques de Maria Gleta 1

Trois consortiums ont finalement été retenus pour les trois projets de Maria Gleta 1, portant sur trois centrales thermiques dual de 120 MW, chacune en B.O.T. Il s'agit de Aldwych International (RU), Jacobsen Elektro (Norvège) et le consortium Burmeister & Wain Scandinavian Contractor A/S BWSC (Danemark) / African Infrastructure Investment Managers AIIM (RSA) / En Power (RSA) / IFU (fonds danois, qui co-finance avec l'IFC et le Crédit suisse).

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Ethiopie : inauguration du parc industriel d'Hawassa

L'Ethiopie a inauguré l'entrée en production du parc industriel d'Hawassa, dédié au textile et au prêt-à-porter. Construit par la *China Civil Engineering Corporation* en neuf mois, il héberge 18 entreprises, principalement des fournisseurs du groupe américain PVH, dont six exportent déjà leurs produits. Le parc emploierait 10 000 personnes à ce jour. Une fois pleinement opérationnel, les autorités escomptent des exportations d'une valeur de 1 Md USD par an et 60 000 emplois directs dans sa 1^{ère} phase. Le gouvernement éthiopien a prévu la construction de dix parcs industriels à travers le pays, dont la majorité par des entreprises chinoises.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Afrique du Sud : la ville du Cap lance un appel à propositions pour des solutions provisoires d'approvisionnement en eau potable

Cette décision fait suite à la pire sécheresse que connaît la ville depuis plus de 100 ans. Toutes les techniques seront étudiées (recyclage des eaux, dessalement, etc.), l'objectif étant de produire entre 100 et 500 M de litres d'eau potable par jour. La date de clôture de l'appel à manifestation d'intérêt est le 10 juillet.

✉ Yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : la start-up sud-africaine de mobile money Zoono primée**

La start-up sud-africaine Zoono a été primée par la *Bank of Zambia Governor's Outstanding Innovation Award* à Lusaka pour son produit Sunga. Ce produit mis en circulation en début d'année permet à n'importe quel utilisateur de stocker son argent de manière sécurisée et de pouvoir le retirer en cash plus tard. Depuis février, 60 000 Zambiens utilisent déjà ce produit. La start-up créée au Cap mais principalement présente en Zambie et au Malawi avait levé 15 millions de dollars en début d'année. Zoono est spécialiste du transfert d'argent, paiement de facture et autres services financiers via mobile. Zoono entre dans la catégorie des start-up Fintech qui contribuent à réduire l'écart avec les populations non bancarisées. Alors que 20 % de la population sud-africaine est non-bancarisée, ce taux avoisine les 41 % en Zambie.

✉ quentin.mercier@businessfrance.fr

▼ **Côte d'Ivoire : VIPNET obtient le marché d'établissement d'une base de portabilité centralisée**

Le marché d'établissement et d'exploitation d'une base de portabilité centralisée en vue de la mise en œuvre de la portabilité des numéros de téléphonie mobile a été attribué à VIPNET, une société de droit ivoirien spécialisée dans l'Internet haut débit et les services Data. Avec une offre de l'ordre de 500 000 EUR, VIPNET est arrivé devant Crossroad et Digital Afrique Telecom. Cette attribution a été décidée par la commission composée de l'Autorité de régulation des télécommunications et des trois opérateurs de téléphonie mobile actifs sur le territoire national (Moov, MTN et Orange).

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Sofrecom et le GOTIC signent un accord de partenariat**

Sofrecom, filiale d'Orange spécialisée en conseil et ingénierie dans le secteur des télécommunications, a signé un partenariat avec le Groupement patronal des entreprises du secteur des TIC (GOTIC). Cette collaboration de deux années couvre la participation de Sofrecom aux réflexions stratégiques et à la mise en œuvre des différents chantiers de digitalisation de portée nationale. L'enjeu est de capitaliser sur les savoir-faire croisés de Sofrecom et du GOTIC et sur les meilleures pratiques du secteur pour développer de nouvelles opportunités d'affaires. D'après la filiale d'Orange, cette association lui donne l'occasion de démontrer son expertise et de décrocher des contrats d'affaires.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : la SIB présente une source alternative de financement des entreprises (SIB Confirming),**

La Société ivoirienne de banque (SIB), filiale du groupe marocain Attijariwafa Bank, a présenté, le 21 juin 2017 à Abidjan, son nouveau produit baptisé SIB Confirming. Il s'agit d'un nouveau mode de règlement fournisseur permettant à la clientèle entreprise d'externaliser une partie ou la totalité de son activité règlement fournisseurs auprès de la banque. SIB Confirming permettra au client donneur d'ordre d'optimiser les conditions d'achat avec ses fournisseurs, et des délais de paiement pour une meilleure gestion de sa trésorerie. Pour le fournisseur, il a désormais la garantie à 100 % contre le risque d'impayés et la possibilité de choisir la formule qui lui convient selon ses besoins.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : le Gouvernement signe deux accords avec Automotive Manufacturing Technical Education Collaborative (AMTEC)**

Le gouvernement guinéen a signé deux accords avec AMTEC portant sur l'interprétation des données géophysiques et la mise en place d'une banque de données géo-spéciales. Le coût du projet est de 7,4 M USD. Ce partenariat devra permettre à la Guinée de disposer d'une base d'informations détaillées sur l'ensemble de son potentiel géologique.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : la SONATEL se dote d'un datacenter de 15,3 M EUR**

L'opérateur leader de la téléphonie au Sénégal et filiale d'Orange, Sonatel, ouvre sur un site de 3,5 ha à Rufisque dans la région de Dakar, le plus grand datacenter en Afrique de l'Ouest et centrale, destiné aux secteurs privé et public. La construction a été réalisée par les entreprises CDE (sénégalaise) et CFAO technologies. D'un coût de 15,3 M EUR, certifiée « classe Tier3 + » sur une échelle de 4 par le Uptime Institute, cette infrastructure de pointe vient conforter la stratégie Sénégal numérique 2025. Cet instrument de renforcement de la cyber-sécurité et de la souveraineté numérique devrait favoriser l'implantation de grands groupes au Sénégal.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : échec des négociations entre Etisalat et ses créanciers**

Les 45 % de parts détenues par l'opérateur émirati Etisalat au sein de sa filiale nigériane ont été confisquées suite à l'action du consortium de banques étrangères et nigérianes auquel il doit 1,7 Md USD. Etisalat avait obtenu cette somme en 2015 pour étendre et moderniser son réseau au Nigéria. La médiation engagée par la Banque centrale nigériane et l'autorité de régulation des télécommunications dans le pays a finalement échoué. Autre information du secteur, les directeurs des opérateurs téléphoniques MTN, Glo, Airtel et Etisalat ont été sommés de se présenter devant les députés pour expliquer la réduction massive d'effectifs ces derniers mois. En effet, en mai dernier, MTN s'est séparée de 280 salariés, soit 15 % de ses effectifs.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Djibouti : inauguration de l'aqueduc transfrontalier depuis l'Ethiopie**

Le chef de l'Etat djiboutien a inauguré lundi 19 juin le projet d'aqueduc transfrontalier depuis l'Ethiopie. Ce projet a bénéficié d'un financement de 327 M USD de l'Eximbank of China. L'eau acheminée depuis l'Ethiopie est destinée aux régions au sud de Djibouti (Ali-Sabieh, Dikhil et Arta notamment) et devrait également couvrir les besoins croissants de la capitale et de ses zones portuaires en eau potable. L'Ethiopie a concédé gratuitement un volume de 100 000 m³ d'eau par jour à Djibouti pour une période de vingt ans. Il s'agit du 3^{ème} projet reliant les deux pays, après le chemin de fer Addis-Abeba – Djibouti et une ligne d'interconnexion électrique.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Djibouti : connexion du réseau IP de Djibouti Telecom au réseau d'Hurricane Electric**

Le président de la république Ismaël Omar Guelleh a inauguré jeudi 22 juin le port de Goubet, situé à 40 km au sud du golfe de Goubet. Ce nouveau port a été réalisé par la société chinoise China Harbour pour un coût de 64 M USD. Destiné à l'exportation de minerais, notamment du sel issu du lac Assal, ce port devrait pouvoir accueillir des navires d'une capacité allant jusqu'à 100 000 tonnes et permettre le transit de 5 millions de tonnes de sel par an. Il s'agit du second port à être inauguré en une semaine, après celui de Tadjourah le 15 juin, dans le cadre des célébrations du 40^{ème} anniversaire de l'indépendance.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : construction d'un grand complexe hôtelier à Zanzibar**

La société britannique Pennyroyal Gibraltar Ltd. a mis en construction le plus grand complexe hôtelier de Zanzibar, sur un terrain de 1750 ha près du village de Matemwe, zone littorale située au nord-est de l'île et aujourd'hui peu développée. Le coût du projet est estimé à 940 M USD. Plusieurs accords ont déjà été signés avec des chaînes hôtelières internationales haut-de-gamme, dont les sociétés Marriott International (Ritz-Carlton) et Minor Hotels (Antanara Resorts) qui prendront part au projet. Le complexe inclura notamment cinq palaces, un terrain de golf, un port de plaisance, un parc aquatique ainsi que des installations nautiques et équestres.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : investissement annoncé du marocain CIMAF dans une usine de klinker**

Après avoir installé une usine de ciment à Owendo, en banlieue de Libreville, en 2016, le groupe marocain CIMAF travaille au Gabon sur la construction d'une usine de klinker. L'usine actuelle a une capacité de production de 600 000 tonnes de ciment par an et le projet de production de klinker, dont le coût est estimé à 150M EUR, porterait la production totale de CIMAF à 1,2Mt par an afin de couvrir la demande nationale et d'exporter le surplus de production vers les pays de la zone CEMAC. Un protocole d'accord entre l'Etat gabonais et le groupe marocain serait en cours de finalisation.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : lancement des 1^{ers} vols de TAP vers le Togo**

La compagnie aérienne portugaise TAP débutera ses vols vers le Togo à partir du 15 juillet. Elle assurera quatre vols hebdomadaires en Airbus A320 (165 sièges) via Accra.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Afrique du sud : Jhonny Dladla nommé Directeur Général par intérim d'Eskom

Avec plus de 22 ans d'expérience au sein d'Eskom, dont 5 ans en tant que Directeur Général d'Eskom Enterprises, et un passage par BHP Billiton et South African Breweries, Johnny Dladla est un chef d'entreprise expérimenté, loué par la Ministre des entreprises publiques comme gage de stabilité.

✉ Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Leroy Merlin se lance

Leroy Merlin, numéro trois mondial du bricolage, se lance à la conquête du marché sud-africain, point d'accès idéal pour un développement continental. Dans un secteur qui ne connaît pas la morosité économique du pays avec une progression de 7 % en 2016, l'enseigne inaugure à Johannesburg un campus découverte dans le cadre du lancement de trois magasins. Leroy Merlin invite ses visiteurs à découvrir l'enseigne au travers d'une stratégie collaborative, propre aux valeurs locales et qui validera son développement futur sur le continent.

✉ maxime.housard@businessfrance.fr

▼ Nigéria : partenariat stratégique entre Petralon Energy et Julius Berger

L'entreprise de construction Julius Berger a annoncé un accord avec la société d'extraction Petralon Energy pour l'acquisition et le développement de champs pétroliers au Nigéria. Selon les observateurs, cette décision confirme la volonté de Julius Berger de se diversifier dans le secteur pétrolier, notamment à l'heure où la concurrence des entreprises chinoises a rendu le secteur de la construction plus compétitif. Ces dernières pourraient en effet obtenir des financements à des taux d'intérêt très compétitifs dans leur pays d'origine. Julius Berger subit également la récession, qui a entraîné le ralentissement de nombreux développements immobiliers. Julius Berger a réalisé un chiffre d'affaires de près de 444 M USD en 2016.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : la Banque centrale du Kenya (CBK) met officiellement en vente Impérial Bank

La Banque a officiellement ouvert l'offre d'achat en demandant aux investisseurs potentiellement intéressés de se manifester afin d'établir une liste de présélection d'ici fin août. Les candidats listés auront le droit de consulter les états financiers de l'Imperial Bank, restés jusqu'ici confidentiels depuis sa mise en faillite en octobre 2015. Cette vente fait ainsi suite à la procédure de redressement de l'établissement, à la suite d'une escroquerie qui s'élèverait à 4,5 M USD.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : demande de renouvellement du Directeur Général de DAWASA par le Président Magufuli**

Le Président Magufuli a demandé au Directeur Général de la Dar es Salaam Sewerage Authority (DAWASA) de ne pas faire acte de candidature au renouvellement de son mandat, qui prend fin en octobre 2017. Le Président a mis en avant le besoin de renouvellement à la tête de cette autorité et a pointé du doigt ce qu'il considère comme des faiblesses managériales et un manque de résultats de l'institution. Archard Mutalemwa est à la tête de DAWASA depuis plus de trois décennies. Alors qu'il devait prendre sa retraite en 2012, il avait vu son mandat prolongé à deux reprises par l'ancien président Kikwete.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : nouvelle commande d'Airbus A350-900 par Ethiopian Airlines**

A l'occasion du salon du Bourget, Ethiopian Airlines a commandé 10 nouveaux A350-900 pour un prix catalogue de 3,11 Mds USD. La compagnie, avait passé une première commande de 12 exemplaires de cet appareil en 2009 dont les livraisons ont commencé en 2017, avec trois livrés à ce jour, qui s'ajoutent aux 2 A350 en location réceptionnés en 2016. Ethiopian Airlines avait été la première compagnie africaine à mettre en service l'A350 dans sa flotte. Les A350 seront déployés vers l'Afrique, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie, notamment vers la Chine.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : Canal Olympia Afrique s'implante en République du Congo**

Canal Olympia Afrique, filiale du groupe français Vivendi, devrait construire un Centre multimédia à Pointe-Noire, capitale économique du Congo. La société a signé, le 26 juin, un protocole d'accord avec la mairie de Pointe-Noire pour l'attribution, à titre locatif, d'un terrain communal de 77 160 m². Le Centre sera doté d'une salle de spectacle et d'une salle de cinéma de 300 places, alimentées par l'énergie solaire. Pointe-Noire va ainsi rejoindre le réseau de salles de cinéma et de spectacle « vertes et éco-responsables » construites en Afrique subsaharienne par Canal Olympia Afrique, déjà présent à Conakry, Yaoundé, Dakar, Ouagadougou et Niamey. Le Centre de Pointe-Noire devrait ouvrir fin 2017.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : SOGEA-SATOM remporte un contrat de 105 M EUR**

La société SOGEA-SATOM a remporté le chantier de bitumage de la route Natitingou-Boukoubé-Korontière (60 km), dans le département de l'Atacora (nord-ouest du Bénin, à 403 km de Cotonou). Le contrat s'élève à 69 Mds FCFA (105 M EUR) et les travaux, qui ont démarré fin mai, dureront 24 mois pour s'achever en mai 2019.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Lancement de la French Tech Community à Nairobi

Le réseau French Tech s'est étendu avec le lancement de la French Tech Community à Nairobi. L'évènement a rassemblé une centaine d'acteurs œuvrant dans ou pour les écosystèmes Tech français et kenyan, et plus largement d'Afrique de l'Est. Cette communauté a pour ambition de favoriser l'internationalisation des startups et entrepreneurs français, et de promouvoir l'attractivité de la France auprès des entrepreneurs et des investisseurs du Kenya et d'Afrique de l'Est. L'implication de grandes entreprises kenyanes et françaises a été déterminante dans la création de cette communauté, la French Tech étant avant tout portée par les entrepreneurs.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : les villes de Tananarive et Majunga représentées à Montréal

La maire de la commune urbaine d'Antananarivo, Lalao Ravalomanana, et le maire de la commune urbaine de Majunga, Mokhtar Andriantomanga, également vice-président de l'association des maires des grandes villes de Madagascar (AMGV), ont assisté à la 37^{ème} assemblée générale de l'Association internationale des maires francophones (AIMF) qui s'est tenue à Montréal du 19 au 22 juin 2017. Le Bureau de l'AIMF, présidé par Mme Anne Hidalgo, maire de Paris, adoptera un programme de subventions de plus d'1 M EUR pour des projets portés par les villes membres, qui concernent l'amélioration des conditions de vie des populations, le développement économique, culturel et social.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : mission Business France autour des financements internationaux et des grands projets de développement à Lusaka

La semaine dernière sept entreprises françaises dans des secteurs divers (bancaire, eau, environnement, énergie, agro-alimentaire) se réunissaient à Lusaka pour rencontrer les bailleurs de fonds internationaux (Banque mondiale, Banque européenne, Banque africaine de Développement, AFD, Proparco) ainsi que les ministères zambiens de l'Eau, de l'Energie et les grandes agences exécutrices zambiennes. Cette rencontre organisée par Business France avec l'appui de l'Ambassadeur de France en Zambie, Emmanuel Cohet, avait pour objectif de positionner l'offre française sur les grands projets de développement zambiens.

✉ quentin.mercier@businessfrance.fr

▼ **Kenya-Ethiopie : importante délégation d'entreprises conduite par le Président du MEDEF, du lundi 20 au vendredi 24 novembre 2017**

Pierre Gattaz, Président du MEDEF, conduira une délégation d'une centaine de chefs d'entreprise français au Kenya (20, 21 et 22 novembre) et en Ethiopie (23 et 24 novembre), à l'invitation de Uhuru Kenyatta, Président de la République du Kenya, lors de la séquence économique que MEDEF International avait organisée à l'occasion de sa visite officielle en France l'an passé. Premier déplacement en Afrique de l'Est d'un Président du MEDEF en exercice, cette délégation aura pour but de pousser l'offre française auprès des autorités publiques et privées des deux pays. En marge des séquences économiques de cette délégation, un Forum Jeunesse et Entrepreneuriat, un Sommet des start-ups africaines et une Journée des Patronats africains seront organisés par le MEDEF, l'AGYP et MEDEF International, en partenariat avec Business Africa, Business Europe, l'OIE et la Fondation Jobs For Africa. Pour plus d'informations et vous inscrire : Inscription Délégation Gattaz Kenya-Ethiopie

✉ fmorelbarbier@medef.fr

▼ **Cameroun : réunion au MEDEF, avec de l'ambassadeur de France à Yaoundé, le mardi 5 septembre**

MEDEF International organise une réunion autour de Gilles Thibault, ambassadeur de France au Cameroun, le mardi 5 septembre 2017, au siège du MEDEF. Cette réunion permettra de faire un point sur la situation politique et économique du pays, et de laisser la place aux retours d'expériences des entreprises implantées localement, afin d'évoquer leurs projets et leurs difficultés éventuelles. Pour plus d'informations et vous inscrire : Inscription Réunion Cameroun

✉ fmorelbarbier@medef.fr

▼ **Togo : forum annuel de l'AGOA**

Lomé accueillera le Forum annuel de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act) du 8 au 10 août prochain ; un millier de délégués venus de 38 pays africains sont attendus.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

anne.cussac@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

